

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2026-015-DREAL du 19 MARS 2026

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon et exploitée par la SAS HYDRAPRO

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon et exploitée par la SAS HYDRAPRO ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-079-DREAL du 22 décembre 2025 complémentaire à l'arrêté n°2025-52-DREAL du 6 octobre 2022 sus-cité ;
- Vu** l'évènement survenu le 10 août 2025 sur le site exploité par la société SAS HYDRAPRO à LEDENON, relatif au départ en combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment bunker de stockage de matières premières, et ayant conduit au déclenchement du plan particulier d'intervention ;
- Vu** le retour d'expérience réalisé le 21 janvier 2026 sur le déroulement de l'alerte et des opérations avant l'activation déclenchement du plan particulier d'intervention puis lors de la mise en œuvre de celui-ci ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 25 février 2026 par courrier recommandé reçu le 2 mars 2026 ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 9 mars 2026 transmis en retour ;

Considérant que la société SAS HYDRAPRO est actuellement autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Lédénon, une usine de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, réglementée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relevant du régime de l'autorisation, sous le statut seveso seuil haut ;

Considérant que l'évènement survenu le 10 août 2025 de départ en combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment « bunker » dédié notamment au stockage de matières premières a conduit au déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI) ;

Considérant que l'analyse du retour d'expérience réalisée le 21 janvier 2026 sur la mise en œuvre du dispositif ORSEC – PPI en présence de l'exploitant a notamment mis en avant les deux difficultés majeures suivantes :

- absence d'un directeur des opérations internes physiquement présent sur site ;
- premières interventions de l'exploitant pour arrêter la réaction de départ en combustion non efficaces : extraction du contenant hors zone de stockage et/ou noyage des produits impossible ;

Considérant que la société SAS HYDRAPRO doit intégrer ce retour d'expérience dans le cadre de son organisation interne par la mise en place de mesures complémentaires ;

Considérant que la société SAS HYDRAPRO doit également intégrer dans son organisation et dans l'exploitation de ses installations les dispositions qui résulteront des investigations qu'elle doit mener selon la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°2025-079-DREAL du 22 décembre 2025 ;

Considérant que pour la prochaine période d'activité de production importante à l'approche de l'été, les mesures issues des deux voies de réflexion ci-dessus ne pourront raisonnablement être mises en place ;

Considérant qu'il convient de prévoir pour la période du 15 mai au 31 août 2026 d'adopter des mesures en ce sens de façon conservatoire pour la poursuite de l'exploitation des installations ;

Considérant en conséquence qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé pour tenir compte de l'analyse du retour d'expérience de l'évènement du 10 août 2025 et limiter, ainsi, les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publique et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

La société SAS HYDRAPRO (SIRET 48994118700036), dont le siège social est situé ZI du piquet à ETRELLES (35370), est autorisée, sous réserve du respect des actes antérieurs et des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication, conditionnement et

stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau située sur le territoire de commune de LEDENON (30210), au lieu-dit Pazac.

Article 2 – Dispositions opérationnelles en cas de déclenchement du Plan d'opération interne (POI)

En cas d'évènement conduisant au déclenchement du POI, l'exploitant renforce pour la période du 15 mai 2026 au 31 août 2026 son organisation d'exploitation pour :

- assurer la fonction de directeur des opérations interne (DOI) de façon permanente et conforme à l'organisation prévue par la planification des plans d'opérations internes et des plans particulier d'intervention. Le DOI est présent physiquement à l'intérieur de l'établissement de Lédénon, formé, autonome et en capacité d'assurer pleinement son rôle de direction de l'ensemble des opérations. Il est le chef du poste de commandement exploitant qu'il constitue afin de l'assister dans l'ensemble de ses missions.

Dans le cas d'un renforcement des moyens privés par l'intervention de moyens publics dans l'établissement, la responsabilité du DOI évolue du fait de l'activation de la fonction de directeur des opération de secours (DOS) assurée par l'autorité publique. Le DOI devient dans ce cas l'interlocuteur direct et permanent du commandant des opération de secours (COS), officier de sapeurs-pompiers, et assure le rôle de référent technique de l'autorité publique.

- L'exploitant dispose d'une organisation efficiente sur la période du 15 mai au 31 août 2026, tant en heures ouvrées qu'en heures non ouvrées, pour la mise en œuvre de sa stratégie d'intervention lors d'un sinistre sans délais. L'exploitant justifie d'une stratégie d'intervention adaptée d'une part, aux risques présents sur ses installations et notamment aux produits et substances présents sur son site et d'autre part, selon la cinétique de développement des événements redoutés dont les départs en combustion lesquels nécessitent pour les stopper une intervention par noyage.

Article 3 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du Code de l'environnement.

Article 4 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Lédénon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS HYDRAPRO.

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD